



UNE VISION POUR LA VIE DES NOIR-E-S

LA POLITIQUE EXIGE POUR LES NOIR-E-S
POUVOIR, LIBERTE & JUSTICE

THE
MOVEMENT
FOR BLACK LIVES

POLICY.M4BL.ORG



UNE VISION POUR LA VIE DES NOIR-E-S

LA POLITIQUE EXIGE POUR LES NOIR-E-S POUVOIR, LIBERTE & JUSTICE

L'humanité et la dignité des Noir-e-s requièrent une volonté et un pouvoir politiques des Noirs. En dépit de l'exploitation constante et de la perpétuation de l'oppression, les Noirs ont courageusement et brillamment représenté la force qui a poussé les États Unis vers les idéaux qu'ils expriment mais qu'ils n'ont jamais réalisés. Au cours des dernières années, nous sommes descendus dans la rue, nous avons lancé de vastes campagnes, pesé sur les élections, mais nos élus n'ont pas pris en compte les demandes légitimes de notre mouvement. Nous ne pouvons plus attendre.

En réponse à la violence qui dure et qui est de plus en plus visible contre les communautés noires aux USA et dans le monde, un collectif de plus de 50 organisations qui représente des milliers de Noirs de tout le pays, s'est rassemblé, animé d'une énergie renouvelée, dans le but d'exprimer une vision et un programme communs. Nous sommes un collectif centré et enraciné dans les communautés noires, mais nous reconnaissons avoir une lutte commune à tous les peuples opprimés ; la libération collective sera le produit de notre action.

Nous croyons dans la possibilité de développer l'expérience et le leadership des Noirs les plus marginalisés, dont les femmes, les homosexuels, les transgenres, les transsexuels, les Musulmans, les détenu-e-s et ex détenu-e-s, les pauvres et les ouvriers, les handicapé-e-s, les sans-papiers et les immigrant-e-s. Nous avons l'intention de donner une résonance à l'expérience particulière de la violence de l'État et de la violence genrée envers les Noir-e-s homosexuels, transgenres, transsexuels, femmes et personnes intersexuées. Il ne peut y avoir de libération de tous les Noirs si nous ne nous centrons pas sur ceux qui ont été marginalisés et si nous ne nous battons pas pour eux. Notre espoir est qu'en agissant ensemble pour créer et développer un programme partagé, nous pourrions continuer à aller vers un monde où la pleine humanité et la dignité de tous soient reconnues.

Cette plate-forme se concentre sur la politique intérieure, mais nous savons aussi que le patriarcat, le capitalisme exploiteur, le militarisme et la suprématie blanche ne connaissent pas de frontières. Nous sommes solidaires de notre famille internationale contre les ravages du capitalisme mondial et du racisme vis-à-vis des Noir-e-s, le changement climatique causé par les humains, la guerre et l'exploitation. Nous sommes aussi solidaires des Afro-descendants du monde entier, dans un appel et une lutte pour des réparations des préjudices historiques et continuels du colonialisme et de l'esclavage. Nous reconnaissons aussi et honorons les droits et la lutte de notre famille indigène pour la terre et l'auto-détermination.

Nous avons créé cette plate-forme pour formuler et appuyer les ambitions et l'action de la population noire. Nous cherchons aussi à intervenir dans le climat politique actuel et à affirmer une conception claire, en particulier pour eux qui se disent nos alliés, du monde que nous voulons qu'ils nous aident à créer. Nous rejetons les fausses solutions et croyons que nous pouvons réaliser une transformation complète des systèmes existants qui placent le profit au-dessus des gens et empêchent la plupart d'entre nous de respirer.

Ensemble, nous réclamons la fin de la guerre contre les Noir-e-s. Nous exigeons que le gouvernement répare les dommages infligés aux communautés noires, par des réparations et des investissements dédiés, de long terme. Nous demandons aussi de cesser de financer les systèmes et les institutions qui nous criminalisent et nous enferment. Ce texte exprime notre vision d'un monde fondamentalement différent. Pour autant, nous reconnaissons la nécessité d'y inclure une politique qui s'adresse aux souffrances des Noir-e-s ici et maintenant. Une telle politique, même avec un pouvoir moindre de transformation, est nécessaire pour s'attaquer aux conditions matérielles de vie de notre peuple et nous armera mieux pour obtenir le monde que nous voulons et méritons.

Nous reconnaissons que tous nos besoins collectifs et nos conceptions ne peuvent se traduire en politique publique, mais, à notre sens, le changement de politique est un des nombreux moyens de nous rapprocher du monde que nous envisageons. Nous nous sommes rassemblés maintenant car nous croyons qu'il est temps de forger un nouveau pacte. Nous sommes des rêveurs et des acteurs et cette plate-forme est destinée à exprimer une part de nos conceptions. Les liens qui parsèment le texte posent les jalons et les feuilles de route pour y parvenir. Les propositions de politiques publiques élèvent aussi le niveau du courageux travail de transformation dans lequel notre peuple est déjà engagé et s'ajoutent à ce que la pensée sur l'histoire de nos luttes a de plus élaboré. Ce programme prolonge l'héritage de nos ancêtres qui ont fait pression pour des réparations, pour l'autodétermination des Noir-e-s et pour le contrôle communautaire ; il impulse aussi de nouvelles voies pour les mouvements comme ceux qui travaillent à une justice sexuelle et reproductive, un apaisement holistique, et la fin de la violence contre les cis, les homosexuels et les transgenres noirs.

ARRÊT DE LA GUERRE CONTRE LES NOIR-E-S

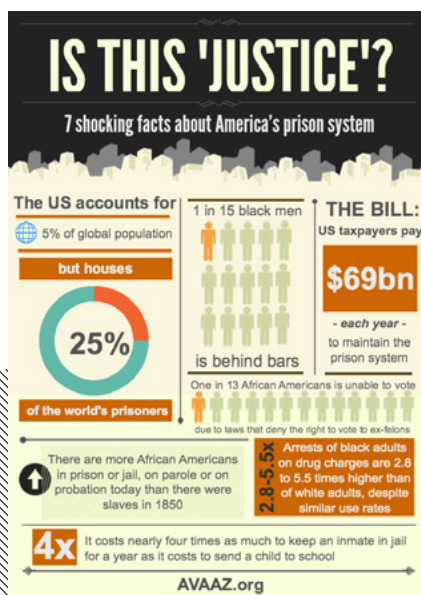
Nous exigeons la fin de la guerre contre la population noire. Depuis la fondation de ce pays des guerres dites et non dites ont été menées contre nos communautés. Nous exigeons la fin de la criminalisation, de l'incarcération et du meurtre de notre peuple.



C'est à dire :

- 1 La fin immédiate de la criminalisation et de la déshumanisation de la jeunesse noire dans toutes les couches de la société, notamment, mais non uniquement, dans les systèmes de justice et d'éducation de notre pays, dans les services sociaux dans les médias et la culture populaire. Cela implique la fin de la tolérance zéro dans la politique scolaire et dans les arrestations d'étudiants, le retrait de la police des écoles et la réaffectation des fonds attribués à la police et à des pratiques éducatives punitives vers des services de réhabilitation.
- 2 La fin de la peine capitale.
- 3 La fin de la libération sous caution, des amendes systématiques, des commissions, des suppléments de frais de justice, des procédures juridictionnelles aux frais des accusés.
- 4 La fin du recours au dossier judiciaire dans l'attribution de logements, l'accès à l'éducation, la délivrance de permis, le droit de vote, les prêts, l'emploi et autres services et besoins.
- 5 La fin de la guerre contre les immigrants noirs, notamment la suppression des lois de 1996 contre la délinquance et l'immigration, la fin de toutes les déportations, de la détention des immigrants, des opérations d'application des lois sur l'immigration et la douane, des représentants mandatés en justice au tribunal de l'immigration.

- 6 La fin de la guerre contre les transgenres, les homosexuels et les transsexuels noir-e-s et leur accès à la protection des droits civils anti-discrimination afin d'assurer qu'ils-elles aient pleinement accès à l'emploi, à la santé, au logement et à l'éducation.
- 7 La fin de la surveillance massive des communautés noires et la fin de l'usage de technologies qui criminalisent et ciblent nos communautés (dont l'espionnage téléphonique, les caméras et les logiciels de surveillance).
- 8 La démilitarisation de l'application de la loi, notamment dans les écoles et sur les campus.
- 9 L'arrêt immédiat de la privatisation de la police, des prisons, de la détention, de la probation, de la liberté conditionnelle, de l'alimentation, du téléphone et de tous les autres services liés à la justice pénale.
- 10 Jusqu'à ce que nous réalisons un monde où notre peuple ne subisse plus l'enfermement, nous demandons un changement immédiat des conditions de détention et la suppression des prisons publiques, des centres de détention, des prisons pour mineurs et des prisons telles que nous les connaissons. Cela implique la fin des cellules d'isolement et de l'entrave des femmes enceintes, l'accès à des soins de qualité et des mesures efficaces qui répondent aux besoins de nos jeunes, des homosexuels, des transsexuels et des familles transgenres.



DES RÉPARATIONS

Nous exigeons des réparations pour les souffrances passées et présentes. Le gouvernement, les entreprises responsables et autres institutions qui ont tiré profit des souffrances qu'ils ont infligées à la population noire – depuis le colonialisme jusqu'à l'esclavage en passant par la privation discriminatoire de nourriture et de logement, l'incarcération de masse et la surveillance – doivent réparer le mal qui a été fait.



C'est à dire :

- 1 Des réparations pour le refus systémique de l'accès à une éducation de qualité, via le plein accès et l'accès libre pour tous les Noirs (dont les sans papiers et ceux qui sont en prison ou l'ont été) à une formation tout au long de la vie incluant : le libre accès et des admissions ouvertes aux collèges publics locaux et aux universités, à l'enseignement technique (technologie, commerce et agriculture), à des programmes de soutien, à des abandons rétroactifs de prêts étudiants et au soutien à des programmes de formation tout au long de la vie.
- 2 Des réparations pour le désinvestissement continu, pour la discrimination envers et l'exploitation de nos communautés, sous forme d'un revenu minimum de subsistance garanti pour toute la population noire, avec des règlements d'entreprise explicites.
- 3 Des réparations pour la richesse extorquée à nos communautés via le racisme environnemental, l'esclavage, l'apartheid alimentaire, la discrimination dans l'accès au logement et le capitalisme racialisé, qui se manifesteront dans des réparations de la part du

monde des entreprises et du gouvernement, centrées sur l'allègement des traumatismes physiques et mentaux, et qui assureront notre accès et notre contrôle aux sources alimentaires, au logement et à la terre.

- 4 Des réparations pour l'exploitation, l'effacement et l'arrachement culturels et éducatifs de nos communautés, qui prendront la forme de cursus éducatifs obligatoires dans l'enseignement public, prévoyant l'examen critique des impacts politiques, économiques et sociaux du colonialisme et de l'esclavage et d'un financement qui soutienne, construise, préserve et restaure les atouts culturels et les sites sacrés assurant reconnaissance et hommage à nos luttes collectives et à nos triomphes.
- 5 Une législation au niveau fédéral et étatique qui exige des États Unis la reconnaissance des effets de l'esclavage qui perdurent, et qui établisse et mette en place un plan pour s'attaquer à ces effets. Cela inclut l'adoption immédiate de H.R. 40, la « Commission pour l'Étude des Propositions de Réparations pour la loi sur les Africains-Américains » ou des versions suivantes qui appellent à des réparations et à des voies de recours.



DÉSINVESTISSEMENT- INVESTISSEMENT

Nous exigeons des investissements dans l'éducation, la santé et la sécurité de la population noire, au lieu d'investissements dans la criminalisation, l'emprisonnement et la maltraitance de la population noire. Nous voulons des investissements dans les communautés noires, décidés par les communautés noires et le désinvestissement des forces exploiteuses dont les prisons, les énergies fossiles, la police, la surveillance et les entreprises exploiteuses.



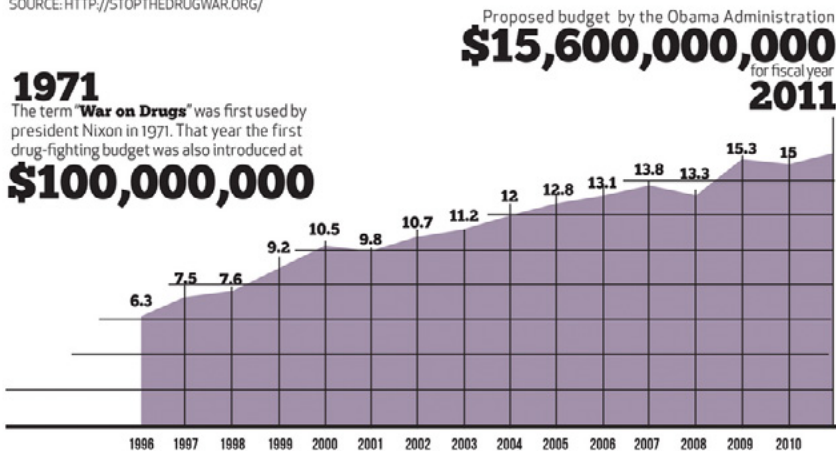
C'est à dire :

- 1 La réaffectation aux niveaux fédéral, étatique et local des fonds du maintien de l'ordre et de l'incarcération (JAG, COPS, VOCA) vers des stratégies de long terme pour la sécurité dans l'éducation, dans des services de justice locale de réhabilitation et dans des programmes pour l'emploi.
- 2 La décriminalisation rétroactive, la libération immédiate et l'effacement des dossiers de tous les délits liés à la drogue et à la prostitution et des réparations pour les effets dévastateurs de la « guerre contre les drogues » et de la criminalisation de la prostitution, incluant un réinvestissement des économies qui en résulteront sur des services de réhabilitation, de santé mentale, des programmes d'emploi et d'autres programmes de soutien à ceux qui ont subi les effets du commerce du sexe et de la drogue.

- 3 Des soins de santé universels, significatifs et équitables qui garantissent : la proximité de centres de santé complets, des services dotés de compétences culturelles pour tout le monde, des services spécifiques pour les homosexuels, les transsexuels et les transgenres, une pleine autonomie corporelle, des services complets sur la sexualité et la reproduction, des services de santé mentale, des congés parentaux payés et des soins complets de qualité pour les enfants et les personnes âgées.
- 4 Un droit constitutionnel au niveau fédéral et étatique à une éducation totalement financée et affichant clairement : la gratuité de l'éducation pour tous, la protection spéciale des étudiants homosexuels et transgenres, des services intégrés, des travailleurs sociaux, des services de santé gratuits (dont l'autonomie en matière de reproduction), un cursus qui prenne en compte les besoins matériels et culturels des étudiants, l'activité physique et les loisirs, une nourriture de qualité, des crèches gratuites et l'absence de fouilles, de saisies ou d'arrestations injustifiées.
- 5 Le désinvestissement de l'utilisation d'énergies fossiles par les multinationales et un investissement dans des solutions énergétiques communautaires et durables.
- 6 Des coupures dans les dépenses militaires et une réaffectation de ces ressources dans les équipements domestiques et le bien-être de la communauté.
- 7 Un soutien financier aux institutions noires alternatives incluant, sans s'y limiter : des coopératives, des fiducies foncières et une infrastructure de santé culturellement adaptée.

AMOUNT OF MONEY SPENT BY THE U.S. ON THE 'WAR ON DRUGS'

SOURCE: [HTTP://STOPTHEDRUGWAR.ORG/](http://STOPTHEDRUGWAR.ORG/)





JUSTICE ÉCONOMIQUE

Nous exigeons une justice économique pour tous et une reconstruction de l'économie pour assurer aux communautés noires non seulement l'accès, mais le droit à la propriété collective.



C'est à dire :

- 1 Une restructuration progressive des codes des impôts aux niveaux local, étatique et fédéral pour assurer une redistribution radicale et durable de la richesse.
- 2 Des programmes pour l'emploi ciblant spécifiquement les Noir-e-s les plus marginalisés du point de vue économique et des compensations pour celles et ceux engagés dans l'économie domestique. Les programmes pour l'emploi doivent fournir un revenu décent et encourager à soutenir des centres pour travailleurs au plan local, des syndicats et des entreprises appartenant à des Noir-e-s qui soient responsables devant la communauté.
- 3 Un droit à de la terre réhabilitée, à un air pur, à de l'eau propre et au logement, la fin de la privatisation exploiteuse des ressources naturelles – dont la terre et l'eau. Nous aspirons au contrôle démocratique de la façon dont les ressources sont préservées, utilisées et distribuées et ce, tout en honorant et respectant les droits de notre famille indigène.
- 4 Le droit, pour les travailleurs, de s'organiser dans les secteurs public et privé, en particulier dans les emplois de « l'économie à la demande ».
- 5 Le rétablissement de la loi Glass-Steagall pour fractionner les grandes banques et l'appel à l'agence fédérale des caisses de crédit (National Credit Union Administration) et au Département américain du Trésor pour un changement de politique sur la réglementation, les rapports et la consolidation,

afin de permettre à des banques noires d'exister de même qu'à de petites coopératives de crédit dans le cadre du développement local, des compagnies d'assurance et d'autres institutions financières.

- 6 La fin du partenariat trans-Pacifique et une renégociation de tous les accords commerciaux pour donner la priorité aux intérêts des travailleurs et des groupes locaux.
- 7 Par des avantages fiscaux, des prêts et d'autres ressources gouvernementales, un soutien au développement de réseaux coopératifs et d'économie sociale pour faciliter le commerce au sein de et entre les communautés noires dans le monde. Toute l'aide sous forme de subventions, de prêts ou de contrats pour faciliter cela, doit aller à des réseaux et à des organisations dirigés par des Noir-e-s ou soutenus par des Noir-e-s, selon la définition qu'en donnent les communautés.
- 8 Un soutien financier des institutions noires alternatives comprenant une politique de subventionnement et de prêts à faibles taux, sans intérêt ou à faible taux garanti au niveau fédéral pour promouvoir le développement de coopératives (alimentaires, de logement etc.), des land trusts et des équipements de santé culturellement adaptés au service des besoins collectifs de nos communautés.
- 9 La protection de ceux qui travaillent dans des activités ne bénéficiant pas d'une réglementation appropriée, dont les travailleurs domestiques, les travailleurs agricoles, les travailleurs payés au pourboire et les travailleurs - dont beaucoup sont des femmes noires et des prisonniers - qui ont été exploités et restent sans protection. Cela implique l'adoption immédiate de la Déclaration des Droits des Travailleurs Domestiques aux niveaux fédéral et étatique et l'extension de la protection des travailleurs à ceux qui sont incarcérés.



THE FLEETING DREAM OF HOMEOWNERSHIP

In American Households **under 18**
WITH CHILDREN

WHITES
PURCHASE HOMES

at a
RATE of nearly **80%**



BLACKS
PURCHASE HOMES

at a
RATE of nearly **35%**



WHITES with **JUST** a **HIGH SCHOOL DIPLOMA** are **MORE** likely to become **HOMEOWNERS** than **BLACKS** with a **COLLEGE DEGREE**



WHITE
HOMEOWNERSHIP

has stayed consistent
AROUND 80%



BLACK
HOMEOWNERSHIP
DROPPED NEARLY

5%
FROM 40% - 35%

INSIGHT CENTER FOR COMMUNITY ECONOMIC DEVELOPMENT
<http://www.insightcced.org> | info@insightcced.org | (510) 251-2000 | 2201 Broadway, Suite #115 | Oakland CA 94612
Released by the Insight Center for Community Economic Development in partnership with Tenet's Research and Strategy Services. Photo: iStockphoto.com

CONTRÔLE COMMUNAUTAIRE

Nous exigeons un monde où ceux qui ont le plus souffert dans nos communautés exercent un contrôle sur les lois, les institutions et les politiques censées nous servir – de nos écoles à nos budgets locaux, économies et services de police locaux et à notre terre – tout en reconnaissant que les droits et les histoires de notre famille indigène doivent aussi être respectés.



C'est à dire :

- 1 Le contrôle populaire démocratique direct des agences d'application de la loi aux niveaux local, étatique et fédéral, garantissant que les communautés les plus touchées par des actions policières destructives aient le pouvoir d'engager et de licencier des officiers, de définir l'action disciplinaire, de contrôler les budgets et les politiques publiques, et de produire des informations pertinentes.
- 2 L'arrêt de la privatisation de l'information et un véritable contrôle communautaire de la part des parents, des étudiants et des membres de la communauté sur les écoles incluant des conseils d'école démocratiques et un contrôle communautaire sur les cursus, des politiques d'embauche, de licenciement et de discipline.
- 3 Un budget participatif aux niveaux local, étatique et fédéral.

POUVOIR POLITIQUE



Nous exigeons un pouvoir politique indépendant et une autodétermination pour les Noir-e-s dans tous les secteurs de la société. Nous envisageons une refonte du système politique américain actuel, de manière à créer une vraie démocratie dans laquelle les Noir-e-s et toutes les populations marginalisées puissent pleinement exercer le pouvoir politique.

C'est à dire :

- 1 La fin de la criminalisation de l'activité politique des Noir-e-s, impliquant la libération immédiate de tous les prisonniers politiques et la fin de la répression des partis politiques.
- 2 Le financement public des élections et l'arrêt d'un contrôle de la politique par l'argent, en mettant fin aux super PACs et aux donations incontrôlées des entreprises.
- 3 La protection des élections, l'extension du corps électoral et le droit de vote pour tous, y compris : le plein accès, des garanties et la protection du droit de vote pour tous, via l'inscription universelle sur les listes électorales, l'inscription automatique sur les listes électorales, la pré-inscription pour les jeunes de 16 ans, l'inscription le jour même des élections, le jour des élections chômé, le droit de vote pour ceux qui sont ou ont été incarcérés, la procuration de sans papiers à des résidents de la ville ou de l'État et l'interdiction de toute loi privant du droit de vote.
- 4 Le plein accès à la technologie—dont la neutralité et l'accès universel à internet sans discrimination—et que tous soient pleinement représentés.
- 5 La protection des institutions noires dont les Collèges et Universités historiquement noirs (HBCU's), les médias noirs et les formations culturelles, politiques et sociales noires, avec des financements accrus.



GLOSSAIRE

ANTI-NOIRS Le Conseil pour la Démocratisation de l'Éducation définit l'anti-négritude comme une construction sous deux formes, qui toutes deux vident la négritude de sa valeur, tout en marginalisant systématiquement la population noire et ce qui la concerne. La première forme de l'anti-négritude, c'est un racisme manifeste. La société associe également les commentaires non politiquement corrects et la nature manifeste du racisme anti-Noirs. Sous ce racisme anti-Noirs, il y a le racisme caché, structurel et systémique, qui prédétermine catégoriquement le statut socio-économique des Noirs dans ce pays. L'édifice est maintenu en place par les politiques, institutions et idéologies anti-Noirs.

La deuxième forme de l'anti-négritude, c'est une indifférence contraire à l'éthique pour les institutions et les politiques anti-Noirs. Cette indifférence est le résultat de privilèges de classe, de race et/ou de genre dont jouissent certains individus à cause des institutions et des politiques anti-Noirs. Cette forme d'anti-négritude est protégée par la première forme de racisme manifeste.

RACISME ANTI-NOIRS Terme utilisé pour décrire spécifiquement la discrimination, la violence et les torts infligés à la population noire et qui l'affecte spécifiquement.

NOIR Le Noir est défini comme une personne qui s'identifie comme Noire ET a des ascendants indigènes africains d'avant la colonisation (où qu'il se trouve dans la diaspora – à l'exclusion de revendications génériques de descendance de Dinknesh (également connue sous le nom de Lucy).

CAPITALISME/ ANTI-CAPITALISME Système économique dans lequel les produits sont fabriqués et distribués pour le profit et en utilisant des biens d'équipement privés et le travail salarié. Beaucoup de féministes font valoir qu'une critique du capitalisme est essentielle pour comprendre la vraie nature de l'inégalité, de même que la restructuration de l'économie mondiale fondée sur le capitalisme reflète une idéologie particulière qui célèbre la richesse individuelle et son accroissement au coût le plus bas pour l'investisseur, avec très peu d'intérêt pour les coûts et l'exploitation de la société.

ÉCONOMIE DOMESTIQUE Economie non-rémunérée, parfois appelée secteur « domestique » ou « reproductif » ou « reproduction sociale » dans laquelle les femmes assument la plus grande part de l'activité de maintien en bon état de la force de travail et de la conservation de l'équilibre social – deux services vitaux pour le gouvernement et pour l'économie marchande. L'économie domestique produit et reproduit la famille et fournit des biens en direction de la communauté et des services tels que les soins de santé, les soins aux enfants, l'éducation et autres soins comme faisant partie du processus de prise en charge des gens, et souvent en dehors du circuit monétaire. L'économie domestique repose de façon écrasante sur le travail des femmes. La valeur de l'économie domestique est généralement exclue des statistiques économiques officielles, ce qui rend difficile l'évaluation de l'impact du genre dans les décisions budgétaires et politiques qui concernent ce secteur. Le travail dans l'économie domestique est souvent non rémunéré, même s'il peut être soutenu par des aides du gouvernement. Inversement, les coupures faites par le gouvernement dans les programmes sociaux ou l'insuffisance du financement pour provisionner les services sociaux élémentaires et les équipements essentiels de l'infrastructure et autres secteurs des besoins fondamentaux peuvent ajouter un poids substantiel au fardeau porté par les femmes qui travaillent sans être payées dans l'économie domestique. *Dictionnaire de la Fondatrice du Mouvement Féministe*

COLONIALISME Le colonialisme est une relation de pouvoir dans laquelle un Etat-nation extérieur (colonisateur, dans ce cas l'Europe et les Etats Unis) contrôle directement le système politique et économique d'un autre Etat-nation et/ou d'une autre population (dans notre plate-forme, nous nous concentrerons sur la population noire). Il implique normalement la présence d'une force militaire pour écraser la dissidence et la migration de populations de la colonie vers l'État-nation du colonisateur (dans ce cas, stopper la migration d'Africains vers les Etats Unis). Le colonialisme peut aussi exister à l'intérieur des frontières géographiques d'un Etat-nation colonisateur. Par exemple, les Noirs sont dans la situation d'une colonie interne aux États Unis.

CONTRÔLE COMMUNAUTAIRE Le contrôle communautaire apparaît lorsqu'une communauté, que l'on définit la communauté selon des frontières géographiques, culturellement, ou autrement, dirige les institutions et les affaires qui affectent la vie de ses membres, et voit comment elles répondront aux besoins de la communauté.

« C'est essentiellement le rôle de la communauté locale de contrôler les questions qui touchent sa vie, sa terre et sa sécurité. Cette définition comporte implicitement l'affirmation claire que la population noire doit déterminer et contrôler l'allure, la forme et la façon d'exercer le changement et la prise de décision aux niveaux local, régional, étatique et national. » *Adopté de <http://www.bullinahahs.org.au/about-us/aboriginal-community-control/> [à propos de nous, contrôle de la communauté aborigène]*

DÉCOLONISATION

Résistance active contre les pouvoirs coloniaux et glissement du pouvoir vers l'acquisition de notre propre indépendance et notre propre pouvoir politique, économique, éducatif, culturel et psychique. Ce processus se déroule sur le plan politique et s'applique également à la déconstruction personnelle et psycho-sociale, culturelle, politique, agricole et éducative de l'oppression coloniale.

APARTHEID ALIMENTAIRE

Destruction systématique de l'autodétermination des Noirs pour le contrôle de notre alimentation (qui comprend le vol de la terre et des ressources et les discriminations), hyper-saturation d'aliments néfastes et d'un marché prédateur, et système alimentaire manifestement discriminatoire sous contrôle des entreprises, ce qui fait que nos communautés souffrent d'un des taux les plus hauts de tous les temps de maladies cardiaques et de diabète. Beaucoup ont tendance à utiliser l'expression « désert alimentaire », même si apartheid alimentaire est une représentation bien plus juste des inégalités structurelles racialisées du système actuel.

JUSTICE ALIMENTAIRE

Processus par lequel les communautés les plus touchées et exploitées par notre système agricole extractif actuel sous contrôle des entreprises changent de pouvoir pour remodeler, redéfinir et fournir des solutions indigènes, fondées sur la communauté, pour avoir accès et contrôler une alimentation qui soit plus humaine, raisonnable, saine, accessible, racialement équitable, environnementalement saine et juste

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Structure qui, au-delà de l'accès, permet d'assurer à nos communautés, non seulement le droit, mais la possibilité d'avoir un contrôle communautaire sur notre alimentation, y compris ses moyens de production et de distribution. Souveraineté alimentaire veut dire sortie du système agricole corporatif vers notre propre gouvernance de nos propres systèmes d'alimentation. Cela concerne notre droit à une alimentation saine produite avec des méthodes sûres et durables, et le droit de définir, et en dernier lieu de contrôler, nos propres systèmes alimentaires et agricoles. Passer d'une structure exclusivement fondée sur les droits à une structure de gouvernance donne la priorité à ceux qui travaillent et consomment à tous les points de la chaîne alimentaire plutôt qu'aux exigences des entreprises et des marchés.

POPULATIONS DE COULEUR NON-NOIRES

Une personne de couleur autre que noire se définit comme une personne de couleur (personne non-blanche) qui ne s'identifie pas comme Noire et n'a pas d'ancêtre indigène africain d'avant la colonisation. Ce terme s'est développé pour fournir un contexte élargi à l'oppression distincte et unique imposée à la population noire, tout en reconnaissant les luttes d'autres populations de couleur.

**AUTRES
INSTITUTIONS**

Quand nous faisons référence à d' « autres institutions » dans les exigences de réparations, nous parlons des institutions les plus importantes telles que les églises, les universités et les institutions philanthropiques qui, elles aussi, ont tiré profit du travail des Noirs et sont coupables. *Voir le très récent scandale de l'université de Georgetown : <http://www.nytimes.com/2016/04/17/us/georgetown-university-search-for-slave-descendants.htm/> [recherche de descendants d'esclaves]*

PATRIARCAT

Forme de stratification sociale et de relations de pouvoir dans la société qui favorise les hommes, principalement les hommes blancs, et leur garantit plus de droits et de privilèges qu'aux femmes et opprime les droits fondamentaux, sociaux, politiques, financiers, sexuels des femmes. Il est en relation avec un système socio-économique tel que le capitalisme. *Calendrier de Construction d'un Avenir pour les Noirs*

Système fondé sur le sexe et le genre, de domination autoritaire masculine et de dépendance féminine renforcée, défini dans le système capitaliste par certaines caractéristiques. *Manning Marable*

**ACTIVITÉ
POLITIQUE**

Définie comme une activité qui vise à l'établissement et/ou au contrôle de la gouvernance locale, nationale et internationale.

**PRISONNIERS
POLITIQUES**

Un prisonnier politique se définit comme une personne emprisonnée parce qu'elle s'est opposée, a critiqué ou a participé à des activités qui s'opposent ou sont en directe contradiction avec l'exercice du pouvoir du gouvernement établi et son contrôle sur une terre ou une population.

RÉPARATIONS

Réparation d'un tort commis – par des individus, des entreprises, un gouvernement ou d'autres institutions de premier plan – par paiement d'amendes, contrôle de la terre, du logement, des emplois, des soins de santé, des transports et même des finances et du commerce. *Calendrier de Construction d'un Avenir pour les Noirs et Groupe de Travail d'Experts de l'ONU : Mission Mississippi, Atteintes au Droits de l'Homme au Sud des Etats Unis, Droits des Travailleurs et Témoignage de Justice Economique*

**ENTREPRISES
RESPONSABLES/
ENTREPRISES
FIABLES**

Entreprises responsables / entreprises fiables est une position par laquelle une entreprise sera surveillée et tenue pour responsable de ses décisions et de ses actes. Une entreprise responsable requiert un engagement envers la vision des Noirs et autres populations opprimées d'assumer leur autodétermination sur ces secteurs dont les Noirs et les autres populations opprimées jugent qu'ils affectent directement leur vie. Les entreprises « Responsables » ou « Fiables » doivent remplir trois critères essentiels : fournir des emplois à revenu viable aux résidents communautaires, adhérer aux normes éthiques du travail et des investissements, traiter les travailleurs et les consommateurs/clients avec dignité et respect, et contribuer régulièrement à des œuvres de bienfaisance pour soutenir les communautés noires.

JUSTICE RÉPARATRICE

La justice réparatrice est une théorie de justice qui met en avant la réparation du tort causé par le crime ou le conflit. Elle place les décisions dans les mains de ceux qui ont été le plus affectés par une mauvaise action et porte une attention égale à la victime, à l'offenseur et la communauté environnante. Les réponses réparatrices sont faites pour réparer les torts, cicatriser les relations brisées et aborder les raisons sous-jacentes de l'offense. Elle souligne la responsabilité individuelle et collective. Crime et conflit génèrent des opportunités pour construire une communauté et accroître le pouvoir populaire lorsqu'on utilise des pratiques réparatrices.

JUSTICE TRANSFORMATRICE

« La justice transformatrice [est] une théorie et une approche de la violence...[qui] recherche la sécurité et la responsabilité sans s'appuyer sur l'aliénation, la punition ou la violence d'État ou systémique, dont l'incarcération et le recours au maintien de l'ordre. Trois convictions fondamentales : 1) justice individuelle et libération collective sont également importantes, mutuellement solidaires et fondamentalement interdépendantes – la réalisation de l'une est impossible sans la réalisation de l'autre ; 2) Il faut transformer les conditions qui permettent à la violence de survenir afin de parvenir à la justice dans les cas de violence individuelle. Par conséquent, la Justice Transformatrice est à la fois une politique de libération et une façon d'assurer la justice. 3) Les réponses étatiques et systémiques à la violence, dont le système de juridiction pénale et les organismes de protection de l'enfance, non seulement ne parviennent pas à faire avancer la justice individuelle et collective, mais par ailleurs excusent et perpétuent les cycles de violence.

La justice transformatrice cherche à procurer aux populations qui subissent la violence une sécurité immédiate et cicatrisation et réparations sur la durée tout en tenant ceux qui commettent les violences pour responsables dans et par leurs communautés. Cette responsabilité comporte l'arrêt immédiat des abus, tout en prenant l'engagement de ne plus en commettre et d'offrir des réparations pour les abus passés. Ce genre de responsabilité requiert un soutien continu et une cicatrisation transformatrice pour les personnes qui abusent sexuellement. » *Génération 5*

Le but essentiel de la justice transformatrice est de réparer autant que possible le mal fait. Idéalement, la justice transformatrice recherche la transformation des individus, des communautés et de la société dans son ensemble. Aussi, au mieux, pour répondre au mal fait, la justice transformatrice place le pouvoir entre les mains de ceux qui sont le plus affectés par ce mal. Les institutions de l'État et de la suprématie blanche ne contrôlèrent plus et ne dicteront plus les réponses aux actes malveillants. *Résistance critique*

